

Contre l'austérité et le pillage du pays par le patronat : **une seule option, la lutte !**

La petite caste au pouvoir prétend imposer au Peuple et aux travailleurs une baisse drastique et violente, de l'ordre de 40 milliards d'euros, des dépenses publiques.

Avec Macron et le RN, le gouvernement le plus faible et minoritaire de la 5e république veut poursuivre la même politique pourtant largement désavouée et rejetée par les Français dans leur vie quotidienne comme dans les urnes.

Cette politique consiste à gaver et engraisser les grands groupes capitalistes avec l'argent public et maintenir artificiellement sous perfusion le secteur privé et les riches du pays. Les mêmes ministres qui protègent les plus aisés et les entreprises mènent, parallèlement, une guerre violente et sordide contre les pauvres, précaires et chômeurs de ce pays.

Ce véritable pillage en règle des caisses de l'Etat a cours depuis toujours, mais un niveau sans précédent a été atteint sous la présidence Macron. C'est donc au nom de cette perte abyssale d'argent public que les autorités ressortent les chiffres de la dette pour justifier des coupes budgétaires supplémentaires. Car il n'est pas question, pour le Pouvoir, de faire payer les entreprises et les riches.

Et ce, alors que des millions de foyers souffrent de l'explosion des prix et de la stagnation des salaires, que des grands groupes industriels accélèrent la désindustrialisation, la destruction d'emplois et le saccage de bassins entiers d'emplois, industriels et de service, privés comme publics.

En réalité, tout est lié, on ne peut comprendre ce régime de plus en plus autoritaire et sécuritaire et la dégradation nette du « climat politique » dans le pays, sans prendre en compte la fuite en avant des élites – les seuls vrais « séparatistes » - qui veulent maintenir, « quoi qu'il en coûte » ce braquage des comptes publics.

La réponse aux besoins, notamment contre la vie chère, pour l'emploi, les services publics et l'activité industrielle, n'est possible qu'en inversant la donne, en arrêtant cette débauche indécente et injuste d'argent public entre les griffes des actionnaires,

On le voit, il y a 1000 et unes raisons de se mettre en colère et de s'organiser. Car, la force des travailleurs c'est bien le collectif, la grève et notamment l'arrêt de la production qui démontrent que sans les travailleurs, rien n'est produit, transformé, vendu, échangé...

Au-delà de la journée de grève nationale interprofessionnelle du 1er Octobre, dans tous les secteurs, des salariés, du privé comme du public, rentrent en grève avec la CGT.

Ces luttes démontrent la combativité du monde du travail, malgré les reculs de la période. Elles sont le ferment de nos prochaines victoires et du puissant mouvement social qui, inévitablement, surgira, par nos efforts collectifs et concrets, contre le patronat et son gouvernement.



Automobile : crash industriel en perspective, des milliers d'emplois menacés, la CGT appelle à se mobiliser

Provocation ? Carlos Tavares, directeur général du groupe Stellantis, a affirmé le mardi 15 octobre ne pas exclure la fermeture d'usines dans les prochains mois. Plus de 700 emplois directs sont menacés.

Ces propos surviennent alors qu'à l'initiative de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie – CGT et des syndicats du secteur, les salariés sont appelés à faire grève et manifester devant le salon de l'Automobile à Paris le 17 octobre. Une initiative à laquelle s'est notamment jointe la Fédération nationale des Industries chimiques CGT, dont certaines branches sont parties intégrantes (comme le caoutchouc, la plasturgie, le pétrole) du complexe et composite secteur industriel de l'automobile.

L'édition 2024 du salon de l'Automobile a débuté sur fond de crise systémique du secteur et ses centaines de sous-traitants et équipementiers. Le patronat, gavé d'argent public, est déterminé à « frapper un grand coup » et réorganiser le secteur et ses centaines de sous-traitants et équipementiers, notamment en supprimant des milliers d'emplois en France, comme en Europe ou encore ailleurs.

Cette tendance, chacun a en mémoire l'arrêt successif ces deux dernières années des fonderies, notamment celles du Poitou ou encore celle de la SAM aveyronnaise, concerne un certain nombre de branches industrielles, en écho d'ailleurs aux mutations en cours dans d'autres secteurs industriels, notamment les industries chimiques confrontées à une casse industrielle et antisociale inédite.

la Martinique debout contre la vie chère

La colère sociale contre la vie chère ne faiblit pas en Martinique, plus de quatre morts sont à déplorer.

Malgré les coups de menton du pouvoir, l'envoi d'unités sécuritaires supplémentaires, l'interdiction des manifestations et rassemblements (non respectés, à juste titre), le couvre-feu drastique imposé, les manifestations et actions offensives se poursuivent et se multiplient, sur fond de grève générale permanente à l'appel de la CGTM.

Etranglés par l'inflation, les manifestants exigent des mesures pour répondre aux besoins des populations ; l'écart scandaleux de prix, notamment d'alimentation : en moyenne, les prix en Martinique sont 40 % plus chers qu'en métropole pour les produits alimentaires.

La CGTM revendique notamment « un blocage des prix, l'augmentation des revenus : des salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux. Nous voulons aussi qu'on puisse voir dans les comptabilités de ces entreprises.»

Manifestation ouvrière à Pont-de-Claix

Près d'un millier de travailleurs ont défilé à Pont-de-Claix, en Isère, le 1er octobre, journée de grève nationale interprofessionnelle.

La manifestation pour l'emploi, à l'initiative des syndicats CGT des plateformes chimiques du sud-est grenoblois avec la FNIC CGT, a permis de rendre visible la lutte contre les fermetures et envoyé un message d'unité et de combativité, avec la présence de centaines de salariés des sites concernés mais aussi d'entreprises des industries chimiques de la France entière (Michelin, Arkema, Toray, Smurfit Kappa, KemOne, Biomérieux...)

UnitéCGT Hebdo #36

Ce bulletin national des entreprises contient un éditorial et des extraits des luttes et grèves en cours. Ce document est un supplément papier de notre hebdomadaire numérique.

Au sommaire du #36 : éditorial, budget 2025, génocide en Palestine et guerre au Liban, quelles perspectives après le 1er octobre, reportage à Vencorex, la France en Grève, lettre ouverte de la CGT Énergie Paris....

